

20

Rwanda

1994

par Frédéric PONS

*Au Rwanda, le massacre des Tutsis par les Hutus, entre le 6 avril et le 19 juillet 1994, fit près de 800 000 victimes en cent jours. Cette tragédie a alourdi la liste des génocides commis au <sup>xx</sup>e siècle. Elle fut cependant le point d'orgue d'une histoire séculaire, faite de discriminations, de massacres et d'exils forcés. Toutes les communautés du Rwanda (7 millions d'habitants en 1994, 13 millions en 2025) en furent victimes. Les Tutsis bien sûr (15 % de la population), mais aussi les Hutus, l'ethnie majoritaire (65 %), les métis issus des deux communautés (de 15 à 20 % de la population) et les Twas (1 %), peuple résiduel de la région des Grands Lacs. Après 1994, il y eut encore d'autres massacres de masse au cours desquels périrent entre 300 000 et 500 000 Hutus ou apparentés, au Rwanda et au Kivu, sur le territoire du Congo voisin (ex-Zaïre).*

Le Rwanda, pays devenu indépendant en 1962, a d'abord été une colonie allemande, à la suite de la conférence de Berlin (1885) qui avait attribué cette monarchie tutsie de la région des Grands Lacs de l'Est africain à l'Empire allemand, dans le cadre du partage de l'Afrique entre les Européens. Le Rwanda fait alors partie de l'Afrique orientale allemande (*Deutsch-Ostafrika*) pendant à peine une trentaine d'années, jusqu'en mai 1916, lorsque des troupes belges bousculent de maigres forces allemandes et s'emparent de Kigali, la capitale. Le 20 juillet 1922, au lendemain de la défaite allemande à l'issue de la Première Guerre mondiale, la Société des Nations confie à la Belgique un mandat officiel lui accordant l'administration du Rwanda et de l'Urundi (le futur Burundi). Il prendra fin le 1<sup>er</sup> juillet 1962, avec l'indépendance du Rwanda.

Quand les premiers administrateurs ou colonisateurs allemands arrivent, à partir de 1892, l'histoire du Rwanda remonte déjà à très loin. Le petit « pays aux mille collines » tient son nom du mot *kwanda*. En kinyarwanda, la langue nationale, du groupe des langues bantoues, ce mot signifie « expansion », « accroissement », ce qui traduit une lente construction du royaume, commencée à partir de la fin du XI<sup>e</sup> siècle, grâce à l'intégration progressive de clans et de chefferies sous l'autorité du monarque tutsi. Ce processus est quasiment achevé au XIII<sup>e</sup> siècle, l'apogée du royaume se situant au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle.



*Hommes de la houe  
contre hommes de la lance*

Les colonisateurs découvrent un trait saillant du Rwanda : l'antagonisme immémorial entre les Tutsis et les Hutus. Éleveurs de bovins auxquels ils vouent un véritable culte, reconnaissables à leur allure altière, les Tutsis sont depuis des siècles les seigneurs incontestés des Grands Lacs. Leur roi, le « Mwami », règne d'une main de fer sur le pays. Dans leur tradition, les Tutsis se considèrent comme des guerriers d'essence divine. Ils incarnent l'autorité, justifiant ainsi leur tutelle sur les autres peuples. Ils portent la lance. Agriculteurs, les Hutus sont en général plus petits, trapus. Ils portent la houe. Leur vassalité est à la fois politique et psychologique. Elle conditionnera pendant des siècles, jusqu'à l'indépendance, leur rapport de soumission à l'égard des Tutsis.

Cette fracture entre les deux peuples est d'autant plus étonnante qu'ils parlent la même langue, pratiquent la même religion et se reconnaissent citoyens rwandais. En arrivant dans la région, les colonisateurs allemands, puis belges, s'appuient aussitôt sur cet « ordre des choses » qui favorise leur choix d'une administration indirecte : les Tutsis garderont ainsi le pouvoir, jusqu'à la fin des années 1950. À ce moment-là, anticipant l'indépendance, la Belgique et l'Église catholique décident de mettre fin à la monarchie tutsie, avec l'ambition de transformer le Rwanda en une démocratie d'inspiration chrétienne. Adoubés par Bruxelles et le clergé, les anciens dominés Hutus seront les artisans d'une décolonisation qui se veut exemplaire. C'était sans compter sur un effet pervers de

nu indépendant en 1962, a  
mande, à la suite de la confé-  
avait attribué cette monarchie  
ands Lacs de l'Est africain à  
cadre du partage de l'Afrique  
Rwanda fait alors partie de  
de (*Deutsch-Ostafrika*) pen-  
d'années, jusqu'en mai 1916,  
ousculent de maigres forces  
de Kigali, la capitale. Le  
ain de la défaite allemande  
uerre mondiale, la Société  
gique un mandat officiel lui  
du Rwanda et de l'Urundi  
ra fin le 1<sup>er</sup> juillet 1962, avec

lministrateurs ou colonisa-  
à partir de 1892, l'histoire  
à très loin. Le petit « pays  
son nom du mot *kwanda*.  
: nationale, du groupe des  
ot signifie « expansion »,  
duit une lente construction  
partir de la fin du XI<sup>e</sup> siècle,  
ssive de clans et de cheffe-  
rque tutsi. Ce processus est  
cle, l'apogée du royaume se  
et du XIX<sup>e</sup> siècle.

la démocratie : le vote purement ethnique des électeurs, qui n'accordent leur voix qu'aux candidats issus de la même ethnie qu'eux. Largement majoritaires sur le plan démographique, les Hutus vont ainsi remporter toutes les élections et s'emparer du pouvoir, renvoyant les Tutsis à leur statut de minorité ethnique et politique. Pour la première fois de leur histoire, les « hommes de la houe » vont dominer les « hommes de la lance ». Cette racialisation de la vie politique sera la matrice de l'explosion génocidaire de 1994, précédée par une série d'années sanglantes – 1959, 1962, 1964, 1973, 1990. Dès 1964, Radio Vatican dénonçait déjà « le plus grand génocide depuis la dernière guerre ».

Le souvenir de l'asservissement séculaire des Hutus par les Tutsis et la surpopulation croissante, aggravée par la rareté des terres disponibles, avivent ce conflit quasi existentiel. Dès cette époque, les extrémistes de chaque camp se radicalisent. L'exemple du Burundi voisin exacerbe la peur des Hutus. Leurs cousins y sont majoritaires, comme dans leur pays, mais ils sont brutalement éliminés de tous les postes de responsabilité. Des dizaines de milliers de Hutus burundais se réfugient au Rwanda. D'autres sont massacrés par les Tutsis, notamment en 1972 (200 000 Hutus tués). À Kigali, la capitale rwandaise, les décideurs hutus s'inquiètent pour leur avenir. Pour leur survie, ils en viennent à définir une stratégie d'autodéfense fondée sur la nécessité d'une violence préventive. Les cibles sont naturellement les Tutsis. La propagande hutue tente de les déshumaniser en les désignant sous le terme d'*inyenzi* (« cafards »), ces insectes très communs au Rwanda, répugnants, qu'on élimine en les écrasant un par un ou au moyen de puissants insecticides.



ement ethnique des électeurs, qu'aux candidats issus de la ément majoritaires sur le plan s vont ainsi remporter toutes i pouvoir, renvoyant les Tutsis thnique et politique. Pour la re, les « hommes de la houe » s de la lance ». Cette raciali- era la matrice de l'explosion ée par une série d'années 1964, 1973, 1990. Dès 1964, éjà « le plus grand génocide

issement séculaire des Hutus ulation croissante, aggravée sponibles, avivent ce conflit : époque, les extrémistes de ent. L'exemple du Burundi Hutus. Leurs cousins y sont ur pays, mais ils sont bruta- postes de responsabilité. Des is burundais se réfugient au sacrés par les Tutsis, notam- is tués). À Kigali, la capitale utus s'inquiètent pour leur s en viennent à définir une ée sur la nécessité d'une bles sont naturellement les e tente de les déshumaniser e d'*inyenzi* (« cafards »), ces Rwanda, répugnants, qu'on ar un ou au moyen de puis-

Historiquement proches des Hutus, l'Église et la Belgique se taisent, malgré les discours de haine et les premières violences. Soucieux de décoloniser rapidement, les Belges estiment avoir fait le nécessaire en remplaçant la monarchie par une démocratie. De son côté, le clergé ferme les yeux sur les atrocités, soulagé d'avoir pu contenir le tropisme américano-évangélique des Tutsis. Bien des années plus tard, lors d'une visite du président Paul Kagame<sup>1</sup> au Vatican, le 20 mars 2017, le pape François demandera le pardon de Dieu pour l'attitude de l'Église au Rwanda.

Dès les années 1960, les Hutus ont les pleins pouvoirs. Le système électoral – un homme, une voix – leur offre la majorité absolue car ils représentent les trois quarts du corps électoral. Leur domination est sans partage. Les Tutsis sont discriminés, chassés ou massacrés. Environ 300 000 d'entre eux, dont les représentants de leurs élites, s'exilent pour rejoindre leur diaspora en Ouganda. Cette politique dite de « déguerpissement » aura deux graves conséquences : elle privera le Rwanda de compétences utiles ; elle renforcera l'opposition armée basée à l'étranger. Les exilés rejoignent en masse les troupes d'assaut du FPR (Front patriotique rwandais), créé en 1987 pour s'emparer du pays, derrière leur chef naturel, Paul Kagame. Né en 1957, issu d'un clan aristocratique rwandais déchu par la démocratie installée à la faveur de la décolonisation, cet homme de haute stature – parfaite incarnation du physique tutsi – a fui le Rwanda avec sa famille en 1961 pour échapper à un massacre. Installé en Ouganda, il a rejoint très jeune (à vingt-deux ans) la résistance contre la dictature d'Idi Amin Dada, dans

1. Le nom Kagame se prononce Kagamé.

les rangs de la rébellion dirigée par Yoweri Museveni. Devenu président en 1986, ce dernier garde auprès de lui ses compagnons d'armes rwandais. Kagame, devenu directeur adjoint des services de renseignement militaire, formé à l'école de commandement de Fort Leavenworth aux États-Unis, était colonel de l'armée ougandaise en 1990.

La première République du Rwanda est renversée le 5 juillet 1973, à la suite du coup d'État militaire de Juvénal Habyarimana. Ce général hutu veut remettre de l'ordre, ce qu'il va réussir dans un premier temps. Son régime autoritaire à parti unique arrive à assurer une relative stabilité, à la différence de ses voisins – l'Ouganda, le Burundi, la Tanzanie, le Zaïre –, marqués par leur instabilité quasi permanente. Réputé être la « petite Suisse » de l'Afrique, le Rwanda en est récompensé par une aide généreuse de la communauté internationale et des ONG. Peuplé de chrétiens pieux, à commencer par le président, fils d'un des premiers baptisés du Rwanda, et son épouse Agathe, élevée chez les religieuses, le pays rassure. Mais il ne s'agit que d'une apparence.

L'ivresse du pouvoir sans partage et la menace latente des Tutsis ont réveillé les vieux démons claniques et ethniques. Progressivement, le clan présidentiel se replie sur une poignée de fidèles, des nordistes, placés aux commandes des renseignements et de la sécurité. Ce « cercle de confiance » est animé, dit-on, par la présidente. Il prend le nom d'*Akazu* (« petite maison » en kinyarwanda). Pépinière des cerveaux génocidaires, cette structure activiste prépare le projet d'extermination des Tutsis.



igée par Yoweri Museveni. ce dernier garde auprès de rwandais. Kagame, devenu de renseignement militaire, ment de Fort Leavenworth el de l'armée ougandaise

du Rwanda est renversée u coup d'État militaire de énéral hutu veut remettre r dans un premier temps. arti unique arrive à assu- a différence de ses voisins Tanzanie, le Zaïre -, mar- uasi permanente. Réputé Afrique, le Rwanda en est iéreuse de la communauté ?euplé de chrétiens pieux, nt, fils d'un des premiers pouse Agathe, élevée chez Mais il ne s'agit que d'une

artage et la menace latente eux démons claniques et le clan présidentiel se èles, des nordistes, placés ements et de la sécurité. est animé, dit-on, par la 'Akazu (« petite maison » es cerveaux génocidaires, re le projet d'extermina-

La démographie galopante aggrave les tensions. Dès la fin des années 1980, la surpopulation et la pénurie de terres cultivables deviennent alarmantes. La densité humaine du « pays des mille collines » est passée de 115 habitants au km<sup>2</sup> en 1950 à 420 en 1990. Des sols usés et des méthodes inappropriées font chuter la production alimentaire, alors que les cours du café et du thé s'effondrent. En manque de terres, menacés par la famine, les Hutus désignent les responsables : leurs voisins tutsis. Ils commencent à se faire justice, à la machette, en toute impunité.

### *Première intervention française en 1990*

L'Ouganda et la France portent une part de responsabilité dans cette marche initiale au génocide. Dès le début des années 1960, l'Ouganda avait accueilli des centaines de milliers de Tutsis chassés du Rwanda. Les plus qualifiés d'entre eux ont investi la haute administration et l'armée ougandaises. « Au mois de janvier 1986, relève l'africaniste Bernard Lugan, au moment de la prise du pouvoir par Yoweri Museveni, 20 à 25 % des effectifs de son armée étaient tutsis. Après la victoire, plusieurs hauts postes leur furent confiés. » Ces militaires tutsis « ougandais » formeront l'ossature de l'armée du FPR. « En accord avec les autorités de Kampala, précise Lugan, ils désertèrent de l'armée ougandaise pour attaquer le Rwanda. »

Fin septembre 1990, quand 3 000 à 4 000 combattants tutsis venus d'Ouganda pénètrent ainsi au Rwanda, la guerre qui commence va bouleverser le paysage politique et humain de toute la région. Planifiée par Kampala et le

FPR, soutenue de fait par les États-Unis et le Royaume-Uni, cette campagne connaît deux phases.

La première phase, d'octobre 1990 à août 1993, commence avec l'offensive tutsie et s'achève sur la première intervention française destinée à sauver le régime de Kigali. Appuyée par le Zaïre et la Belgique, la France a agi pour aider à évacuer des Occidentaux mais elle va rester, seule (la Belgique et le Zaïre se retirent), pour apporter son soutien militaire au Rwanda. C'est l'opération « Noroît » (sur laquelle nous allons revenir). La stratégie de François Mitterrand, alors président de la République, est de conforter le régime rwandais de Juvénal Habyarimana et d'engager une négociation. La situation est en effet stabilisée. Des accords de paix sont signés à Arusha (Tanzanie), le 4 août 1993. Paris estime avoir fait le nécessaire et rapatrie son contingent, remplacé par une force des Nations unies.

La seconde phase, du 6 avril au 19 juillet 1994, est déclenchée par l'assassinat du président rwandais Habyarimana, aussitôt suivi de la campagne génocidaire des Hutus. Viendront ensuite la contre-attaque victorieuse du FPR, et, entre juin et août 1994, une nouvelle intervention française. Encore aujourd'hui controversée, cette opération humanitaire « Turquoise » a sauvé l'honneur de la France, sans pour autant effacer un certain nombre d'erreurs politiques des gouvernements français.

Quand la France intervient la première fois, en octobre 1990, le Rwanda n'appartient pas au « pré carré » des anciennes colonies françaises. L'arrivée de la gauche au pouvoir, en mai 1981, a cependant rapproché Paris de Kigali. Pays démocratique et frugal, le Rwanda fascine les milieux tiers-mondistes et chrétiens



États-Unis et le Royaume-  
eux phases.  
e 1990 à août 1993, com-  
s'achève sur la première  
e à sauver le régime de  
t la Belgique, la France a  
Occidentaux mais elle va  
Zaire se retirent), pour  
au Rwanda. C'est l'opé-  
e nous allons revenir).  
and, alors président de la  
le régime rwandais de  
ger une négociation. La  
Des accords de paix sont  
l'août 1993. Paris estime  
rie son contingent, rem-  
unies.  
il au 19 juillet 1994, est  
du président rwandais  
la campagne génocidaire  
la contre-attaque victo-  
août 1994, une nouvelle  
aujourd'hui controver-  
e « Turquoise » a sauvé  
pour autant effacer un  
ques des gouvernements  
la première fois, en  
partient pas au « pré  
françaises. L'arrivée de  
1981, a cependant rap-  
mocratique et frugal, le  
-mondistes et chrétiens

progressistes, très actifs au ministère des Affaires étran-  
gères et à la Coopération. François Mitterrand considère  
avec bienveillance ce pays francophone isolé dans un  
océan anglophone. Il apprécie Habyarimana. Ni la  
nature autoritaire du régime ni les violences chroniques  
n'altèrent cette perception. Confortée par les ministres  
socialistes successifs et « bénie » par l'intelligentsia pro-  
gressiste, la coopération française embarque Paris dans  
un engrenage fatal.  
Tout s'accélère le 20 juin 1990, à la suite d'une déci-  
sion personnelle du président socialiste. À La Baule,  
dans le cadre de la 16<sup>e</sup> Conférence des chefs d'État  
d'Afrique et de France, Mitterrand somme ses parte-  
naires africains d'instaurer la démocratie chez eux. Le  
marché est clair : pas d'aide française sans instauration  
du multipartisme. C'est un tournant majeur de la poli-  
tique africaine de Paris. En total décalage avec la réalité  
des sociétés subsahariennes, ce discours de La Baule  
électrise aussitôt les pays éligibles aux subsides français.  
Le « feu démocratique » gagne une partie du conti-  
nent. Au Rwanda comme ailleurs, le nombre des partis  
explose. Les oppositions s'enhardissent. Les pouvoirs  
s'affolent. Des ambitions personnelles ou claniques se  
réveillent. Les peurs collectives aussi. L'ouverture exigée  
par Paris a engendré un cycle de déstabilisation et de  
violences dont le malheureux Rwanda sera une des prin-  
cipales victimes, d'autant plus que François Mitterrand  
l'a choisi pour en faire une sorte de « laboratoire de  
l'esprit de La Baule », comme le rappellera, plus tard,  
le très critique rapport de la Commission de recherche  
sur les archives françaises relatives au Rwanda, remis à  
l'Élysée en mars 2021.

*La montée aux extrêmes*

Dès les premiers jours de l'offensive tutsie de septembre 1990 – deux mois après La Baule! –, l'armée rwandaise (en majorité hutue) est bousculée. Ni ses chefs ni ses soldats ne font le poids. Leurs ennemis sont au contraire de bons guerriers. Le 3 octobre, Kigali appelle Paris à l'aide. Mitterrand sait qu'il joue son crédit africain. Il ordonne donc d'aider le Rwanda. L'opération « Noroît » (entre 600 et 700 soldats français) permet de sauver le régime, mais son champ d'action est d'emblée limité par les accords de coopération et de défense signés entre Paris et Kigali en 1975, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. L'aide militaire directe ne peut en effet être activée que dans le cas d'une invasion militaire par un pays étranger. Est-ce le cas? Non.

Le FPR a bien ses bases en Ouganda, Kagame est bien colonel de l'armée ougandaise, mais ils ne sont pas ougandais. Ce sont des Tutsis rwandais. Les parachutistes français ne peuvent donc pas engager le combat contre eux. Ils n'ont qu'une mission : assurer la sécurité des ressortissants français. Mitterrand le répète : « Le FPR n'est pas notre ennemi... La France ne fait pas la guerre au FPR. » Mais Kagame et ses amis font mine d'ignorer la subtilité mitterrandienne. Ils accusent la France d'être engagée aux côtés de leur ennemi. Mal interprétée, trop limitée pour être décisive, cette opération « Noroît » va aggraver le malentendu et la tension entre Paris et le vindicatif Kagame, surnommé « le Khmer noir » pour son opiniâtreté radicale.

Remise en ordre de bataille par des conseillers français et bénéficiant de l'appui direct de soldats zaïrois,



l'offensive tutsie de se-  
près La Baule! —, l'armée  
est bousculée. Ni ses chefs  
s. Leurs ennemis sont au  
e 3 octobre, Kigali appelle  
qu'il joue son crédit afri-  
r le Rwanda. L'opération  
soldats français) permet de  
imp d'action est d'emblée  
ration et de défense signés  
ous la présidence de Valéry  
itaire directe ne peut en  
as d'une invasion militaire  
cas? Non.

n Ouganda, Kagame est  
daise, mais ils ne sont pas  
rwandais. Les parachu-  
c pas engager le combat  
ission : assurer la sécurité  
tterrard le répète : « Le

La France ne fait pas la  
ne et ses amis font mine  
ndienne. Ils accusent la  
tés de leur ennemi. Mal-  
être décisive, cette opéra-  
malentendu et la tension  
Kagame, surnommé « le  
reté radicale.

par des conseillers fran-  
direct de soldats zaïrois,

l'armée rwandaise réussit à rétablir ses positions dès le 4 octobre. Frontalier du Rwanda, le Zaïre s'est engagé car il redoute la déstabilisation de son flanc oriental, là où se trouvent ses principales richesses minières. Une décision imprudente de Paris va gâcher ce succès militaire initial. Dans l'esprit de son discours de La Baule, Mitterrand oblige son ami Habyarimana à négocier avec Kagame, replaçant ainsi le FPR au centre du jeu politique, après l'avoir contenu militairement. Le chef de l'État français affaiblit considérablement son allié rwandais. Il a sous-estimé Kagame, dont l'objectif n'a pas changé : prendre le pouvoir par la force.

Placé sous la protection de « Noroît », Habyarimana n'a pas le choix. Dès 1991, sous la pression de l'Élysée, il doit modifier la Constitution rwandaise pour revenir au multipartisme. Cette décision sape un peu plus son autorité. Le pouvoir légal est affaibli, ses soutiens se radicalisent, ses ennemis tutsis renforcent leurs positions. La tragédie rwandaise se noue. Dans l'ombre, les radicaux hutus organisent les prémices du génocide. Les paysans tutsis sont victimes d'exactions de plus en plus sauvages. Dès le 15 octobre 1990, Georges Martres, l'ambassadeur de France à Kigali, a adressé un télégramme à l'amiral Jacques Lanxade, le chef d'état-major particulier du président de la République. Dans ce document cité dans le rapport de la Mission d'information parlementaire sur le Rwanda (1998), ce diplomate chevronné, familier de l'Afrique, évoque pour la première fois « le risque d'un génocide ».

La France est alors la seule puissance occidentale déployée sur le terrain. Ce huis clos franco-rwandais nourrira par la suite bien des fantasmes sur la complicité supposée entre Paris et le régime de Kigali, surtout

que l'ambassadeur Georges Martres ne cache pas sa sympathie pour Habyarimana. La propagande tutsie redouble d'intensité : elle présente l'aide militaire de la France (effective d'octobre 1990 à avril 1994) comme un soutien aux futurs génocidaires hutus. Relayée par des intellectuels français, belges et anglo-saxons, cette thèse continue de faire florès, malgré l'absence d'éléments probants. Les différentes commissions d'enquête et les documents déclassifiés depuis 1994 montrent au contraire que la coopération française a été précisément « fléchée » vers la seule armée régulière. Cet appui est resté limité : à peine 64 millions d'euros en moins de quatre ans, nettement moins que l'aide offerte par l'Ouganda au FPR tutsi. Les livraisons ont porté sur des armes légères, des munitions, des pièces détachées, une douzaine de canons de 105 mm. Pas de blindés, pas d'hélicoptères, pas de missiles, pas d'avions. « Une stricte suffisance », disent à l'époque les responsables français.

Alarmée par le cycle des exactions, la communauté internationale s'est enfin mobilisée, entre l'été 1992 et l'été 1993, pour organiser une négociation entre le régime de Kigali et le FPR à Arusha, dans le nord de la Tanzanie. Cette ville abritera ensuite, après le génocide, à partir de novembre 1994, le siège du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Signés le 4 août 1993, les « accords d'Arusha » doivent mettre fin aux violences. Ils prévoient l'intégration politique et militaire des belligérants, le départ des troupes françaises et le déploiement d'une Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), créée le 5 octobre 1993.

Constituée de 2 300 casques bleus (belges, bangladais, ghanéens), cette force est un pis-aller. Soumise



autres ne cache pas sa  
La propagande tutsie  
te l'aide militaire de la  
0 à avril 1994) comme  
ires hutus. Relayée par  
s et anglo-saxons, cette  
malgré l'absence d'élé-  
commissions d'enquête  
puis 1994 montrent au  
çaise a été précisément  
régulière. Cet appui  
lions d'euros en moins  
que l'aide offerte par  
vraisons ont porté sur  
s, des pièces détachées,  
5 mm. Pas de blindés,  
es, pas d'avions. « Une  
poque les responsables

ctions, la communauté  
ée, entre l'été 1992 et  
ociation entre le régime  
s le nord de la Tanzanie.  
le génocide, à partir de  
nal pénal international  
août 1993, les « accords  
violences. Ils prévoient  
re des belligérants, le  
le déploiement d'une  
l'assistance au Rwanda  
93.

bleus (belges, bangla-  
un pis-aller. Soumise

à l'influence des Américains et des Britanniques très  
hostiles à Habyarimana et à la France, elle est mal com-  
mandée, sous-équipée, privée des moyens nécessaires  
à ses ambitions. Placée sous l'égide de la Charte des  
Nations unies, la MINUAR est limitée à une simple  
posture d'interposition, sans pouvoir de coercition sur  
tel ou tel camp. Ses contingents comme son chef sont  
médiocres. L'ONU a désigné à sa tête le général cana-  
dien Roméo Dallaire, dont la compétence et la loyauté  
seront sujettes à caution. Son comportement et certaines  
de ses décisions prises au pic de la crise le feront même  
suspçonner de complaisance à l'égard des Tutsis et de  
leurs alliés anglo-saxons.

*Un appel à éradiquer les Tutsis :  
vers un pandémonium de sang et de souffrance*

Les accords d'Arusha prévoient le partage du pouvoir  
entre les Hutus et les Tutsis, autorisés à être « réintégrés  
dans la nation rwandaise ». Ce volet électoral ne sera  
jamais mis en œuvre. Il est délibérément saboté par les  
Tutsis, qui savent que la réalité ethno-démographique  
les condamne à rester « démocratiquement minoritaires ».  
Le FPR a choisi une stratégie de rupture : il décrédibilise  
les autorités en place et sape l'État légal et ses forces de  
sécurité par des assassinats, des attentats, des campagnes  
de presse.

Après Arusha, les violences redoublent. Les Tutsis  
préparent une nouvelle offensive, les Hutus le savent et  
envisagent les options les plus radicales. À Kigali, l'entou-  
rage de la présidence milite en faveur du « Hutu Power »,  
cette idéologie raciste qui promeut une domination sans

partage au Rwanda. Un « mouvement de défense de la République » fédère les anti-Tutsis au sein des tristement célèbres *Interahamwe* (« personnes qui s'entendent fort bien » en kinyarwanda). Ce sont les futurs génocidaires à la machette. Leur principal organe de propagande est la Radio-télévision libre des Mille Collines (RTL), créée en juillet 1993. Fondée et animée par des proches du régime, cette radio (sans chaîne de télévision) installée en face du palais présidentiel de Kigali diffuse les thèses du « Hutu Power », entrecoupées de blagues anti-tutsies et de musiques zaïroises qui font son succès auprès de la jeunesse hutue. « Radio Machette », comme la surnomment les Tutsis, appelle à éradiquer les « cafards ». Pendant des mois, jusqu'en juillet 1994, elle donnera des noms, des listes de personnes à tuer. Après la chute du régime hutu, les principaux responsables de RTL seront arrêtés et condamnés en 2003 par le Tribunal pénal international pour le Rwanda à des peines de trente à trente-cinq ans de prison pour génocide et incitation au génocide.

L'effrayant cocktail de haines et de peurs réciproques accumulées au Rwanda explose au soir du 6 avril 1994 lorsque le Falcon 50 du président rwandais Habyarimana est abattu par deux missiles SAM 16, juste avant son atterrissage à Kigali. L'attentat fait une douzaine de victimes, dont les chefs d'État du Rwanda et du Burundi qui voyageaient ensemble, avec le chef d'état-major rwandais, d'autres personnalités du régime et les trois aviateurs coopérants français de l'équipage. L'enquête révélera des faits troublants : ces missiles antiaériens de fabrication soviétique avaient été livrés à l'Ouganda, puis donnés au FPR ; le tir serait parti d'un



ement de défense de la  
is au sein des tristement  
ies qui s'entendent fort  
les futurs génocidaires à  
ne de propagande est la  
Collines (RTL), créée  
ée par des proches du  
de télévision) installée  
Kigali diffuse les thèses  
s de blagues anti-tutsies  
t son succès auprès de  
nette », comme la sur-  
adiquer les « cafards ».  
let 1994, elle donnera  
s à tuer. Après la chute  
esponsables de RTL  
03 par le Tribunal pénal  
des peines de trente à  
nocide et incitation au

es et de peurs réci-  
a explose au soir du  
du président rwandais  
ux missiles SAM 16,  
ali. L'attentat fait une  
efs d'État du Rwanda  
nsemble, avec le chef  
ersonnalités du régime  
rançais de l'équipage.  
ablants : ces missiles  
ue avaient été livrés à  
le tir serait parti d'un

camp militaire imprudemment concédé à celui-ci dans la banlieue de Kigali. Malgré ce faisceau convergent de responsabilités, la justice n'a jamais su – ou voulu ? – identifier les commanditaires de cet assassinat aux conséquences catastrophiques.

Dès le 7 avril, les violences gagnent tout le pays. Les extrémistes des deux camps se déchaînent. Le FPR a relancé ses opérations sur toute la ligne de front. À Kigali, la Première ministre rwandaise et une dizaine d'autres personnalités politiques hutues sont assassinées, dix casques bleus belges sont massacrés. Deux gendarmes français chargés des transmissions radio sont tués (avec l'épouse de l'un d'eux). Peu avant leur mort, ils avaient eu le temps de signaler une activité radio inhabituelle du FPR.

Devant l'ampleur des massacres et les risques pour les ressortissants étrangers (dont une vingtaine de coopérants militaires français encore présents), Paris déclenche dans la nuit du 8 au 9 avril 1994 une audacieuse mission de sauvetage : l'opération « Amaryllis » (464 parachutistes aux ordres du général Henri Poncet) est un succès. En quelques jours, dans un pays livré au carnage, ils réussissent à évacuer 1 628 personnes par avion, dont 454 Français, 784 étrangers et 390 Rwandais (60 % de Hutus, 40 % de Tutsis). Le 14 avril, les derniers soldats d'« Amaryllis » rembarquent, mission accomplie.

Mais le Rwanda a déjà basculé dans un pandémonium de sang et de souffrances, attisé par la Radio des Mille Collines. La quasi-totalité des victimes est massacrée à la machette, au couteau, à coups de fourche ou de pelle-bêche. Beaucoup de victimes, atrocement blessées, sont enterrées vivantes, noyées ou brûlées vives

dans des cases ou des entrepôts. Le FPR accélère son offensive et fonce vers Kigali pour s'emparer du pouvoir. Démoralisée, déstructurée, l'armée rwandaise se replie vers le sud-ouest du pays, tandis qu'une partie de la troupe et des cadres massacre tout ce qui est Tutsi ou proche d'eux (dont des Hutus). À leur tour, les combattants du FPR se vengent : des villages hutus sont exterminés. Au génocide anti-tutsi initial s'ajoute le début d'un génocide anti-hutu. Aucun chiffre précis n'a pu être donné mais l'ONU estime que ces cent jours de folie meurtrière auraient tué jusqu'à 1 million de Rwandais.

Paralysée, traumatisée par le massacre de ses dix casques bleus belges, la MINUAR abandonne le pays à la violence. Le 21 avril, l'ONU réduit ses effectifs à 270 hommes. Ils ne servent plus à rien. Le pays est livré à lui-même, soldant dans un bain de sang des siècles de haine ethnique. Quand l'armée rwandaise cesse le combat, au début juillet, des milliers de ses soldats refluent en désordre vers le Zaïre. Le 19 juillet, le FPR a gagné la guerre déclenchée le 6 avril. Devenu général, Paul Kagame peut déclarer la fin des combats et installer un régime autoritaire, sans partage. Trente ans plus tard, il est toujours au pouvoir.

Malgré les massacres, malgré les appels lancés par la France devant le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Union africaine, le monde a ignoré ces longues semaines de barbarie, alors que, dès la fin avril, la MINUAR, puis Paris parlaient déjà de génocide. Personne n'en a pris acte. Le 15 juin, la France, toujours aussi isolée, réclame une intervention humanitaire d'urgence. Rien ne se passe. Il faudra attendre encore quatre jours pour que le Conseil de sécurité vote, le 19 juin, la résolution 929 autorisant



ts. Le FPR accélère son pour s'emparer du pou-  
é, l'armée rwandaise se  
ys, tandis qu'une partie  
massacre tout ce qui est  
des Hutus). À leur tour,  
gent : des villages hutus  
anti-tutsi initial s'ajoute  
itu. Aucun chiffre précis  
estime que ces cent jours  
ué jusqu'à 1 million de

le massacre de ses dix  
JAR abandonne le pays  
NU réduit ses effectifs à  
s à rien. Le pays est livré  
ain de sang des siècles  
armée rwandaise cesse  
s milliers de ses soldats  
re. Le 19 juillet, le FPR  
6 avril. Devenu général,  
des combats et installer  
ge. Trente ans plus tard,

les appels lancés par la  
rité de l'ONU et l'Union  
ongues semaines de bar-  
la MINUAR, puis Paris  
sonne n'en a pris acte.  
ussi isolée, réclame une  
nce. Rien ne se passe. Il  
urs pour que le Conseil  
solution 929 autorisant

les Français à intervenir, cette fois sous couvert du cha-  
pitre VII de la Charte des Nations unies qui autorise le  
recours à la force.

Paris obtient un mandat de deux mois pour proté-  
ger les populations. Le 23 juin, les premiers éléments  
de l'opération « Turquoise » (2 900 hommes, avec un  
renfort de 510 soldats africains envoyés par sept pays)  
se déploient. Placée sous le commandement du général  
parachutiste Jean-Claude Lafourcade, cette opération  
délimite très vite une « zone humanitaire sûre » de  
6 000 km<sup>2</sup> dans l'ouest du Rwanda, à la frontière du  
Zaïre. Près de 10 000 Tutsis viennent aussitôt s'y réfug-  
ier, sous la protection de l'armée française. Plus tard  
arrivent aussi des dizaines de milliers de Hutus, civils  
ou militaires déserteurs, poursuivis par la vengeance des  
Tutsis. À leur tour, ils sont protégés par le dispositif de  
« Turquoise », ce qui accrédi-tera, très vite, l'accusation  
de complicité de la France avec les génocidaires hutus.

À partir du 22 juillet, « Turquoise » doit aussi faire  
face à une épouvantable épidémie de choléra dans  
les camps de réfugiés de Goma, à la frontière zaïro-  
rwandaise : 50 000 morts en dix jours ! Les « soldats  
humanitaires » sont obligés de nourrir, soigner et vacci-  
ner, mais aussi d'ensevelir au bulldozer, dans d'immenses  
fosses communes, des dizaines de milliers de cadavres de  
Hutus, morts du choléra ou de leurs blessures. De nom-  
breux soldats de « Turquoise » resteront choqués à vie  
par ces journées cauchemardesques, victimes d'un stress  
post-traumatique trop tardivement pris en compte.

*« Turquoise » : une opération réussie,  
un fiasco politique*

Menée du 23 juin au 22 août 1994, l'opération « Turquoise » permet d'enrayer les violences, de créer une zone protégée et de gérer la grave épidémie de choléra, en dépit des moyens dérisoires à la disposition des militaires français. Ces efforts couronnés de succès furent pourtant presque aussitôt balayés par cette infamante accusation de complicité avec les génocidaires hutus, propagée par le FPR et ses alliés ougandais et anglo-saxons, relayée par des médias et des ONG alignés sur la propagande tutsie. Dès cette époque, des informations manipulées ou exagérées, des erreurs d'appréciation, de lieux, de noms, de dates et de graves carences en matière de communication ont commencé à dégrader l'image de la France, de son armée, de « Turquoise ».

Sur les plans politique et militaire, les conditions initiales de la riposte aux insinuations et aux accusations sont défavorables. Les justifications politiques de l'intervention française sont tardives, déficientes. Pendant les deux années qui suivent l'affaire du Rwanda (1994-1996), la classe politique est accaparée par la fin du mitterrandisme. Elle vit au rythme de la maladie du Président (il décédera le 8 janvier 1996) et de la campagne présidentielle disputée entre Jacques Chirac et Édouard Balladur (le premier sera élu le 17 mai 1995). Le Rwanda est passé par pertes et profits. Du côté militaire aussi, l'état-major a d'autres priorités : la gestion complexe de la guerre en Bosnie, les casques bleus français pris en otages à Sarajevo, puis, après mai 1995, le



n réussie,

août 1994, l'opération  
er les violences, de créer  
er la grave épidémie de  
lérissaires à la disposition  
orts couronnés de succès  
ôt balayés par cette infa-  
té avec les génocidaires  
t ses alliés ougandais et  
médias et des ONG ali-  
. Dès cette époque, des  
exagérées, des erreurs  
ns, de dates et de graves  
inication ont commencé  
nce, de son armée, de

militaire, les conditions  
uations et aux accusa-  
justifications politiques  
nt tardives, déficientes.  
vent l'affaire du Rwanda  
est accaparée par la fin  
ythme de la maladie du  
ier 1996) et de la cam-  
entre Jacques Chirac et  
era élu le 17 mai 1995).  
et profits. Du côté mili-  
es priorités : la gestion  
; les casques bleus fran-  
uis, après mai 1995, le

grand mercato des généraux. Les chefs des années 1990-1994 en poste au moment de la crise rwandaise ont très vite quitté leurs fonctions. Passés à d'autres dossiers, leurs successeurs n'ont pas pris la mesure de la gravité des accusations portées contre l'armée. Sous-estimant la vaste campagne de désinformation qui vise la France, ils ordonnent le silence aux officiers mis en cause. Selon leur analyse, le succès de la mission humanitaire doit suffire à établir la vérité. Ils découvriront, trop tard, qu'un succès opérationnel peut se transformer en défaite informationnelle, donc politique.

Chez les politiques comme chez les militaires, on veut tourner la page. Cette volonté d'oublier le cauchemar rwandais laissera le champ libre aux accusateurs. Malgré trente années d'enquêtes et de procédures et les nombreuses décisions de justice favorables à la France et à son armée, le poison antifrançais n'aura jamais cessé de se diffuser.

La polémique a encore été relancée en 2021, à la suite de déclarations imprudentes d'Emmanuel Macron lors d'un déplacement au Rwanda, des propos réitérés en avril 2024, à l'occasion des trente ans du début du génocide. En quête d'une réconciliation avec Kigali, le chef de l'État français a reconnu « des responsabilités accablantes » de la France dans le génocide rwandais, sans en avoir été « complice ». Il a notamment dénoncé le tort de Paris d'être « resté aux côtés d'un régime génocidaire » avant avril 1994, « en voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile ». La France, a-t-il ajouté, n'aurait pas « su entendre la voix de ceux qui l'avaient mise en garde, ou bien a-t-elle surestimé sa force en pensant pouvoir arrêter le pire ». Ces propos

n'auront fait qu'alimenter la polémique qu'ils étaient pourtant censés éteindre.

*Masochisme à la base, trahison au sommet*

La publication par la France en mars 2021, sur ordre de l'Élysée, du rapport de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda devait permettre d'éclairer et de comprendre les décisions des dirigeants hexagonaux entre 1990 et 1994. Cette plongée dans les archives de l'Élysée, des ministères des Affaires étrangères, de la Défense et de la Coopération pouvait aider à rétablir la vérité. L'effet n'a été que marginal. Les documents et les explications sont sans doute arrivés trop tardivement, trop longtemps après les faits pour ébranler des convictions établies de longue date. Le camp hostile à la France est resté sur ses positions, n'accordant que très peu de crédit aux archives enfin ouvertes ou aux témoignages des principaux responsables civils et militaires de cette époque.

En 1998, dans son audition devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le Rwanda, le Pr Bernard Debré, ministre de la Coopération de novembre 1994 à mai 1995, rapportait des propos très instructifs sur ce qu'étaient, à la veille du génocide, les perceptions et les convictions des principaux protagonistes. Deux témoignages éclairent parfaitement la logique de violence extrême inscrite au cœur de la guerre civile du Rwanda. Celui du président rwandais Habyarimana d'abord, en janvier 1994 : « Il faut m'aider à calmer les Tutsis et les Hutus extrémistes pour que je puisse attendre les élections générales qui auront



olémique qu'ils étaient

au sommet

en mars 2021, sur ordre  
mission de recherche  
ives au Rwanda devait  
apprendre les décisions  
re 1990 et 1994. Cette  
ysée, des ministères des  
se et de la Coopération  
té. L'effet n'a été que  
explications sont sans  
trop longtemps après  
tions établies de longue  
e est resté sur ses posi-  
de crédit aux archives  
nages des principaux  
e cette époque.

devant la commission  
onale sur le Rwanda,  
de la Coopération de  
portait des propos très  
la veille du génocide,  
is des principaux pro-  
éclairent parfaitement  
inscrite au cœur de la  
du président rwandais  
1994 : « Il faut m'aider  
extrémistes pour que  
générales qui auront

lieu dans deux ans. Je les gagnerai sans difficulté car  
les Hutus représentent 80 % des votants. » Puis cette  
« confession » de représentants du FPR installés à  
Kigali, quelque temps plus tard : « Nous ne pourrons  
pas attendre les élections, car nous les perdrons. Nous  
prendrons le pouvoir avant, dans le sang s'il le faut. »

#### BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise (1990-1994)*, rapport de la Mission d'information, Rapport n° 1271, 1998.
- DEBRÉ Bernard, *La Véritable Histoire des génocides rwandais*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, 2006.
- DUCLERT Vincent, *Rapport de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsis (1990-1994)*, Archives nationales, 2021.
- HOGARD Jacques, *Les Larmes de l'honneur*, Hugo Doc, 2016.
- LAFOURCADE Jean-Claude (général) et RIFFAUD Guillaume, *Opération Turquoise. Rwanda, 1994*, Perrin, 2010.
- LUGAN Bernard, *Rwanda, un génocide en question*, éditions du Rocher, 2014.
- ONANA Charles, *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise. Quand les archives parlent*, L'Artilleur, 2019.
- PÉAN Pierre, *Noires fureurs, blancs menteurs*, Mille et Une Nuits, 2005.
- VÉDRINE Hubert, *Les Mondes de François Mitterrand. À l'Élysée de 1981 à 1995*, Fayard, 1996.